



Financement durable

Rapport du Groupe de travail

1. Le Directeur général a l'honneur de transmettre au Conseil exécutif, à sa cent cinquantième session, le rapport de la cinquième réunion du Groupe de travail sur le financement durable (voir l'annexe), où sont exposés les résultats des discussions sur les recommandations ainsi que le rapport du Groupe de travail tel que proposé par le Bureau pour examen par le Conseil exécutif à sa cent cinquantième session, conformément à la décision EB148(12) (2021).

MESURES À PRENDRE PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF

2. Le Conseil est invité à prendre note du rapport et à fournir des orientations sur la voie à suivre.

ANNEXE



**CINQUIÈME RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL
SUR LE FINANCEMENT DURABLE
Genève, 13-15 décembre 2021**

**EB/WGSF/5/4
4 janvier 2022**

Rapport de la réunion du Groupe de travail sur le financement durable

1. Le Groupe de travail sur le financement durable a tenu sa cinquième réunion en ligne, du 13 au 15 décembre 2021, sous la présidence de M. Björn Kümmel (Allemagne), avec comme Vice-Présidents M^{me} Bronwyn Field (Australie), M. Iddrisu Yakubu (Ghana), M^{me} Meutia Hasan (Indonésie), M. Raúl Vargas Juárez (Mexique) et M^{me} Shafaq Mokawar (Soudan). Ont assisté à la session 106 États Membres et une organisation d'intégration économique régionale.
2. Dans son allocution liminaire, le D^r Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'OMS, a réaffirmé que le monde a besoin d'une OMS plus forte, plus puissante, financée de manière durable et qui soit placée au centre de l'architecture sanitaire mondiale. Il a néanmoins fait remarquer que, décennie après décennie, l'Organisation avait progressivement été fragilisée par un déséquilibre entre les contributions fixées et les contributions volontaires à objet désigné. Ce déséquilibre a eu pour effet d'entraver le budget et de limiter la capacité de l'OMS de mener à bien les travaux normatifs et techniques de qualité attendus par les États Membres. Il a exhorté les États Membres à corriger ce déséquilibre pour faire de l'OMS la cheffe de file indépendante et digne de foi dont le monde a besoin dans le domaine de la santé. Il a appelé les États Membres à appuyer les propositions historiques contenues dans le projet de rapport du Groupe de travail sur le financement durable afin de placer les finances de l'OMS sur une nouvelle trajectoire durable qui permettra à l'Organisation d'aller de l'avant.
3. En ouverture de la réunion, le Groupe de travail a bénéficié des interventions de haut niveau du D^r Patrick Amoth, Président du Conseil exécutif ; d'Helen Clark, Coprésidente du Groupe indépendant sur la préparation et la riposte à la pandémie ; de Gordon Brown, Ambassadeur de l'OMS pour le financement de la santé mondiale ; d'Elhadj As Sy, Coprésident du Conseil mondial de suivi de la préparation OMS/Banque mondiale ; de Tharman Shanmugaratnam, Coprésident du Groupe indépendant de haut niveau chargé du financement des biens collectifs mondiaux pour la préparation et l'intervention face à la pandémie, créé par le G20 ; de Christof Maetze, Président du Comité consultatif indépendant d'experts de la surveillance ; et de la D^{re} Felicity Harvey, Coprésidente du Comité consultatif de surveillance indépendant du Programme OMS de gestion des situations d'urgence sanitaire. Au cours de la réunion, des allocutions ont également été prononcées par les six Directeurs régionaux de l'OMS et par les représentants de l'OMS en Inde, en Iraq, au Nigéria, en République de Moldova et au Bureau du Pacifique Sud.

4. Le Groupe de travail a porté son attention sur la préparation du présent rapport présentant ses recommandations et ses conclusions autres au Conseil exécutif à sa cent cinquantième session, par l'intermédiaire du Comité du programme, du budget et de l'administration à sa trente-cinquième réunion. Le Groupe de travail n'est pas parvenu à un consensus au sujet des recommandations figurant dans le rapport en raison des délais très courts. Les conclusions des débats portant sur les recommandations sont présentées à l'[appendice] 1. L'[appendice] 2 contient le projet de rapport tel qu'il a été proposé par le Bureau et présenté au Groupe de travail à sa cinquième réunion (paragraphe 1 à 37) ; encore une fois, les délais n'ont pas permis de débattre de ce projet de rapport. Le Groupe de travail recommande au Conseil exécutif de fournir des orientations sur la voie à suivre. Le Groupe de travail a également examiné et adopté le rapport de sa cinquième réunion.

5. Dans son allocution de clôture, le Président a exprimé sa reconnaissance envers l'ensemble des États Membres pour la flexibilité et la collaboration constructive dont ils ont fait preuve.

[Appendice] 1

RECOMMANDATIONS DU GROUPE DE TRAVAIL AU CONSEIL EXÉCUTIF¹

38. Le Groupe de travail sur le financement durable :

a) a reconnu qu'aujourd'hui plus que jamais, dans le contexte de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), le modèle de financement actuel de l'OMS, y compris l'établissement de son budget, n'est pas viable et limite la capacité de l'Organisation à avoir un impact là où il est le plus nécessaire, aux niveaux national et régional, et que le statu quo est inacceptable ;

b) a examiné les recommandations relatives au financement de l'OMS formulées par divers groupes et comités d'examen indépendants créés à la suite de la pandémie de COVID-19, en particulier le Groupe indépendant sur la préparation et la riposte à la pandémie, le Conseil mondial de suivi de la préparation, le Comité consultatif indépendant d'experts de la surveillance, le Comité consultatif de surveillance indépendant du Programme OMS de gestion des situations d'urgence sanitaire et le Comité d'examen sur le fonctionnement du Règlement sanitaire international (2005) pendant la riposte à la COVID-19 ;

c) a noté que l'on fait appel à l'OMS pour la mise en œuvre continue de politiques et de conseils techniques normatifs en matière de santé mondiale et que tous les États Membres ont intérêt à ce que l'Organisation bénéficie d'un financement durable, souple et prévisible ;

d) a souligné que la volonté des États Membres de financer l'Organisation doit collectivement être à la hauteur des exigences qu'ils imposent à l'OMS ;

e) a souligné que toute augmentation des contributions fixées des États Membres doit s'accompagner de réformes appropriées de la gouvernance, à convenir par les États Membres, ainsi que d'un renforcement de la transparence, de l'efficacité, de la redevabilité et de la conformité au sein de l'Organisation ;

f) a reconnu que de nombreux États Membres sont confrontés à de graves difficultés financières, pouvant être aggravées par la pandémie de COVID-19, ce qui peut compromettre leur capacité à s'acquitter de leurs obligations financières, parfois en dépit des mécanismes existants ;

g) a souligné la nécessité d'assurer une coordination entre le Groupe de travail sur le financement durable et le Groupe de travail sur le renforcement de la préparation et de la riposte de l'OMS aux urgences sanitaires ; et

h) a reconnu que des initiatives sont actuellement prises pour accroître le financement de l'architecture sanitaire mondiale et a souligné l'importance de lier ces efforts à l'impératif d'augmenter le financement de l'OMS.

¹ Il a été proposé de débattre davantage de l'ordre des recommandations du Groupe de travail au Conseil exécutif.

39. Sur la base des prémisses susmentionnées, le Groupe de travail a recommandé :

a) de renforcer la gouvernance, la transparence, la redevabilité, l'efficacité et la conformité grâce à un certain nombre d'initiatives, y compris, mais sans s'y limiter nécessairement :

i) à des mécanismes devant être mis en place pour une surveillance rigoureuse et suffisamment longue par l'Assemblée mondiale de la Santé, le Conseil exécutif et le Comité du programme, du budget et de l'administration de toutes les initiatives en termes de résultats, de chevauchements potentiels avec les initiatives existantes, de calendrier de mise en œuvre et de coûts connexes, de financement et d'établissement de rapports, en particulier lorsqu'ils sont présentés sous la forme de résolutions ou de décisions à approuver,

ii) à une présentation plus transparente par le Secrétariat de l'établissement des priorités dans le budget programme aux trois niveaux de l'Organisation afin d'accompagner les États Membres dans la préparation, l'évaluation et l'approbation de] ce dernier et dans la budgétisation d'initiatives spécifiques, ce qui comprend une discipline au sein du Secrétariat et parmi les États Membres concernant l'engagement en faveur de nouvelles activités. Les processus budgétaires devraient être mieux liés aux processus de gouvernance],

iii) à un renforcement du rôle du Comité du programme, du budget et de l'administration pour le rendre plus efficace, plus robuste et plus transparent, ainsi que pour qu'il collabore davantage avec le Secrétariat pendant le processus budgétaire et éventuellement lors des délibérations supplémentaires ;

b) au Secrétariat, d'améliorer le mécanisme d'allocation et de réaffectation justes et équitables des ressources afin de financer intégralement tous les résultats du budget programme dans les principaux bureaux et aux trois niveaux de l'Organisation, afin de remédier au sous-financement chronique de certains domaines, et d'informer régulièrement les États Membres des progrès accomplis par l'intermédiaire du Comité du programme, du budget et de l'administration ;
/[DÉPLACER PARA après 39.g)]

c) de financer de façon entièrement souple le segment de base du budget programme ;

d) au Conseil exécutif, de prier les États Membres et autres donateurs de s'efforcer de verser à l'OMS des contributions volontaires à objet non désigné pour financer le segment des programmes de base, conformément au Cadre de collaboration avec les acteurs non étatiques le cas échéant, comme condition préalable à la garantie de l'indépendance financière et à l'amélioration de l'efficacité de l'Organisation ;

e) au Secrétariat et aux États Membres, de poursuivre leurs efforts pour favoriser un financement de l'OMS qui :

i) soit souple ou au moins thématique, de même que durable et prévisible,

ii) tienne compte de l'appui accru des donateurs des pays développés et en développement,

iii) soit en mesure de susciter le soutien de donateurs de plus ou moins grande envergure,

- iv) soit orienté vers des sources de financement nouvelles [et peu utilisées] (SUPPR)/[, flexibles et sous-exploitées], comme le secteur privé, dans le respect du Cadre de collaboration avec les acteurs non étatiques ;
- f) au Conseil exécutif, d'envisager/[de décider] d'appliquer des contributions fixées qui couvriraient [au moins] 50 % du budget programme de base approuvé pour 2022-2023 [ainsi qu'un plan de mise en œuvre associé élaboré par le Secrétariat pour souligner la façon dont tout montant supplémentaire serait utilisé, en décrivant clairement les objectifs qu'une telle augmentation devrait permettre d'atteindre ainsi que la façon dont seraient suivies, mesurées et communiquées aux États Membres les avancées et la réalisation de ces objectifs]. [Cette augmentation] devrait se faire par étapes, à partir de 2024-2025 pour atteindre l'objectif d'ici à l'exercice biennal 2028-2029[, corrigé de l'inflation] [conformément au tableau présenté dans l'annexe]. Cela doit être fait en totale conformité avec le barème des contributions de l'Organisation des Nations unies ;/[DÉPLACER PARA vers le haut]

[Autre solution 2.f) : [au Conseil exécutif, d'envisager [des] contributions fixées [qui couvriraient un montant plus élevé du budget programme de base approuvé pour 2022-2023 ; cela devrait se faire par étapes, à partir de 2024-2025 et faire l'objet d'une décision en 2023 avant la finalisation du budget 2024-2025] seulement après que toutes les autres options aient fait l'objet d'une étude approfondie, et que les données soient totalement disponibles, y compris en ce qui concerne un modèle durable de recouvrement des coûts, un modèle de reconstitution des ressources, et les modèles d'autres entités des Nations Unies recevant des montants élevés de contributions volontaires][et à condition que des réformes soient adoptées dans le but de renforcer la gouvernance, la transparence, la redevabilité, l'efficacité et la conformité ;] [SUPPRIMER Annexe]]/(SUPPR)

Ajout f) : [au Conseil exécutif, de procéder, au moment de la mise en application de l'augmentation des contributions fixées pour atteindre 50 %, à une évaluation de la situation des économies des États Membres afin de concevoir un modèle de contribution fondé sur l'équité et tenant compte du produit intérieur brut de chaque pays ;]

g) au Conseil exécutif, de demander au Secrétariat d'étudier la faisabilité d'un mécanisme de reconstitution des fonds pour élargir encore la base de financement en consultation avec les États Membres et en tenant compte du Cadre de collaboration avec les acteurs non étatiques, et de présenter un rapport au [Conseil exécutif par l'intermédiaire du Comité du programme, du budget et de l'administration à sa trente-septième réunion en janvier 2023 comprenant des options pertinentes destinées à être étudiées par les États Membres. Le mécanisme de reconstitution, de même que le règlement intérieur y afférent, se fonderait sur les principes suivants :

- i) Il serait dirigé par les États Membres, approuvé par l'Assemblée mondiale de la Santé et ouvert à tous les donateurs respectant le Cadre de collaboration avec les acteurs non étatiques.
- ii) Il répondrait à la fois aux besoins de souplesse de l'OMS et à la nécessité pour les donateurs de rendre compte des résultats en interne.
- iii) Il garantirait l'efficacité et l'absence de concurrence entre les différentes parties de l'OMS.

iv) Il serait conforme aux besoins définis de l'OMS tels qu'approuvés par les organes directeurs et viserait à donner la priorité aux besoins de financement du budget de base dans toutes ses composantes.

v) Il serait conforme à l'architecture sanitaire mondiale en évitant la concurrence avec d'autres acteurs mondiaux.

vi) Il respecterait les résolutions et les décisions de l'Assemblée de la Santé.

40. Le Groupe de travail sur le financement durable recommande également la création d'un groupe de travail des États Membres sur le renforcement de la gouvernance budgétaire, programmatique et financière de l'OMS,¹ dont le fonctionnement serait souple, qui serait chargé d'analyser les défis à relever en matière de transparence, d'efficacité, de redevabilité et de conformité dans la gouvernance et qui présenterait des recommandations d'améliorations à long terme au Conseil exécutif par l'intermédiaire du Comité du programme, du budget et de l'administration à sa trente-septième réunion en janvier 2023. [et que le groupe de travail des États Membres soit également chargé d'étudier si les conditions fixées aux paragraphes 39.f), 38.e) et 39.a) sont réunies, ainsi que de présenter le rapport devant être examiné par le Conseil exécutif à sa cent cinquante-deuxième session par l'intermédiaire du Comité du programme, du budget et de l'administration en vue d'une décision finale] /[DÉPLACER PARA avant 39.f)]/[DÉPLACER PARA après 39.f)]

41. Le Groupe de travail recommande au Conseil exécutif de prier le Secrétariat d'envisager la possibilité de réviser et d'ajuster le recouvrement des dépenses d'appui au programme dans le but de couvrir l'intégralité des coûts des activités menées dans le cadre des programmes financés au moyen de contributions volontaires [, en s'appuyant sur l'examen² des dépenses d'appui au programme de l'OMS mené en 2013].

¹ Les éléments suivants ont été identifiés comme relevant potentiellement des travaux du groupe de travail : notamment, mais pas exclusivement, le rôle des organes directeurs en matière de hiérarchisation des sujets à inscrire à l'ordre du jour de l'Assemblée mondiale de la Santé ; le calcul des incidences financières des résolutions et des décisions ainsi que d'autres initiatives en adoptant une approche fondée sur les résultats ; l'application de lignes directrices et de seuils pour l'affectation des fonds et la définition d'échéances pour atteindre les seuils ; l'étude de l'inclusion des contributeurs non étatiques conformément au Cadre de collaboration avec les acteurs non étatiques ; les gains d'efficacité ; des lignes directrices pour garantir l'équité dans l'allocation des ressources à tous les niveaux et départements de l'OMS ; et la normalisation des procédures d'établissement de rapports pour les petits donateurs.

² Voir le document EB/PBAC18/3.

[Appendice] 2

RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LE FINANCEMENT DURABLE

1. Le Groupe de travail sur le financement durable s'est réuni à Genève à cinq reprises, du 29 au 31 mars 2021, du 28 au 30 avril 2021, du 23 au 25 juin 2021, du 27 au 29 septembre 2021 et du 13 au 15 décembre 2021. Il était présidé par M. Björn Kümmel (Allemagne), avec les Vice-Présidents suivants : M. Iddrisu Yakubu (Ghana), M. Raúl Vargas Juárez (Mexique), M^{me} Mouna Mcharek Hadiji (Tunisie),¹ M^{me} Meutia Hasan (Indonésie) et M^{me} Bronwyn Field (Australie).² Malgré les difficultés rencontrées par les États Membres en raison de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), l'organisation des réunions en ligne a permis à nombre d'entre eux d'y participer. Plus d'une centaine d'États Membres et une organisation d'intégration économique régionale ont participé aux réunions, ce qui montre le caractère inclusif du processus, l'engagement et l'adhésion des États Membres.

CONTEXTE, MANDAT ET CHAMP D'ÉTUDE DU GROUPE DE TRAVAIL

2. Le Groupe de travail a été créé en vertu de la décision EB148(12) afin de permettre à l'OMS de disposer des structures et des capacités solides indispensables pour remplir ses fonctions fondamentales, définies dans la Constitution. Il était chargé : a) de définir une approche systémique de haut niveau pour déterminer les fonctions essentielles de l'OMS à financer de manière durable ; b) d'évaluer le niveau des coûts des fonctions essentielles déterminées au titre du point a) ; c) de repérer et de recommander des sources appropriées pour leur financement et des options pour améliorer la durabilité et l'alignement du financement, à l'appui des fonctions essentielles, y compris des possibilités de réaliser des économies et des gains d'efficacité ; et d) d'entreprendre toute activité supplémentaire, le cas échéant, pour favoriser le financement durable.

3. Le financement durable de l'Organisation pose problème depuis longtemps. Depuis les années 1980, le niveau des contributions fixées est resté en grande partie inchangé en valeur nominale, mais a diminué en valeur réelle, tandis que la proportion des contributions volontaires a augmenté parallèlement au budget. Même si les contributions volontaires sont grandement appréciées et que les contributions volontaires individuelles concordent toujours avec les priorités du budget programme, la forte dépendance à l'égard des contributions volontaires à objet désigné crée un décalage entre les priorités fixées et le financement de leur exécution. En conséquence, même si l'Organisation a réussi à lever des fonds pour couvrir son budget global, certains domaines hautement prioritaires pour les États Membres restent chroniquement sous-financés, notamment les maladies non transmissibles, la préparation aux situations d'urgence et les fonctions liées aux données et aux travaux scientifiques, y compris au niveau des Régions et des pays. Il a été observé que les « poches de pauvreté » résultaient directement de l'insuffisance du financement durable et de la dépendance excessive à l'égard des contributions volontaires, qui serait moindre si le financement durable était plus important. Les diverses tentatives de rendre les finances de l'OMS plus durables et plus adéquates ont apporté des améliorations, mais le modèle de financement fondamental reste imprévisible.

¹ M^{me} Mouna Mcharek Hadiji (Tunisie) a été remplacée par M^{me} Shafaq Mokawar (Soudan) à la réunion organisée du 27 au 29 septembre 2021.

² M^{me} Bronwyn Field était représentée par M. Travis Power (Australie) à la réunion organisée du 27 au 29 septembre 2021.

4. La tâche du Groupe de travail était de faire des recommandations concrètes au Conseil exécutif pour un financement suffisant et durable de l'OMS, afin que celle-ci reste adaptée à sa mission, comme l'exigent ses États Membres, en temps de crise comme en temps ordinaire.

EXPOSÉ DES PRINCIPALES QUESTIONS EXAMINÉES

5. De nombreux États Membres ont souligné que les exigences des États Membres envers l'Organisation dépassaient leur disposition à financer l'Organisation, d'où un grave décalage entre les attentes des États Membres vis-à-vis de l'OMS et les capacités de celle-ci, ce qui est particulièrement vrai dans la situation sanitaire actuelle à travers le monde.

6. De nombreux États Membres ont souligné les avantages potentiels d'un financement durable, qui permettrait par exemple de maintenir en poste un personnel talentueux grâce à la disponibilité de fonds prévisibles ; de trouver un meilleur équilibre entre les programmes et les bureaux régionaux ; d'éviter que les différents départements et niveaux de l'Organisation ne se fassent concurrence pour l'obtention de crédits ; de laisser le personnel technique se concentrer sur son travail technique ; et de réduire le coût des transactions à la fois pour les États Membres et pour le Secrétariat. Un financement durable, souple et prévisible est la condition nécessaire pour que l'OMS puisse renforcer ses capacités à tous les niveaux de l'Organisation, au Siège comme au niveau des Régions et des pays. Dans l'ensemble, le Groupe de travail a considéré qu'une augmentation du financement durable permettrait à l'OMS d'ajuster ses plans de travail pour répondre aux nouvelles priorités, de jouir d'une plus grande prévisibilité pour planifier à plus long terme et de mieux garantir l'intégrité, l'impartialité et l'indépendance de l'Organisation.

RÉSUMÉ DES DÉLIBÉRATIONS DU GROUPE DE TRAVAIL

7. Le Groupe de travail est convenu que le statu quo en matière de financement de l'OMS n'était pas acceptable et il s'est dit favorable à une amélioration du financement de l'Organisation. Les vues des membres du Groupe de travail concordaient sur la définition et l'ampleur du problème.

8. Quatre exposés ont été présentés au Groupe de travail par : 1) le Groupe indépendant sur la préparation et la riposte à la pandémie (GIPR) ; 2) le Comité consultatif de surveillance indépendant du Programme OMS de gestion des situations d'urgence sanitaire ; 3) le Conseil mondial de suivi de la préparation ; et 4) le Président du Comité consultatif indépendant d'experts de la surveillance. Un exposé écrit du Président du Comité consultatif indépendant d'experts de la surveillance a également été communiqué au Groupe de travail. Ce dernier a noté que ces exposés soulignaient que le financement durable de l'OMS était une question essentielle dont les États Membres devaient se préoccuper, et qu'il y était proposé que les États Membres envisagent d'augmenter le niveau des contributions fixées. Enfin, il a été observé que, malgré l'important défi que représente le redressement économique au lendemain de la pandémie de COVID-19, il était important d'envisager des solutions à plus long terme privilégiant le redressement durable et la pérennisation de l'Organisation.

9. Le Groupe de travail a examiné cinq grandes approches pour déterminer quels devraient être les éléments les plus importants/les fonctions essentielles à financer durablement à l'OMS :

Approche 1 – Considérer l'ensemble du segment de base comme représentant les activités essentielles de l'OMS et le financer de manière durable

Approche 2a – Définir les six fonctions de base de l'OMS comme étant des fonctions essentielles exigeant une source de financement durable

Approche 2b – Définir les fonctions essentielles selon leur teneur ou leur finalité

Approche 3 – Définir les fonctions essentielles suivant des principes établis par le Groupe de travail

Approche 4 – Adopter une approche chiffrée afin de définir un seuil critique concernant le financement durable

Approche 5 – Faire en sorte que chaque résultat dans chaque bureau principal soit entièrement financé (égalisation de la répartition).

10. Le Groupe de travail a étudié les approches ci-dessus pour établir les priorités du budget. En outre, le Secrétariat a organisé les deux séances de travail approfondies sur les approches censées permettre d'établir les priorités dans le budget de base, conformément à la demande formulée dans le rapport de la troisième réunion du Groupe de travail.

11. Le Groupe de travail a estimé que le débat sur cette question était délicat car chaque budget programme est élaboré suivant une approche ascendante, les priorités étant définies au niveau des pays, puis au niveau régional, puis au niveau mondial. À cet égard, le budget final est déjà le produit/résultat d'un processus détaillé d'établissement des priorités aux trois niveaux de l'Organisation. Le Groupe de travail a envisagé de recommander une plus grande transparence dans l'établissement des priorités du budget de base (c'est-à-dire des activités de base de l'Organisation) dans le cadre du processus de budgétisation, en vue d'améliorer encore la hiérarchisation des priorités. De nombreux États Membres se sont donc prononcés par principe en faveur d'un financement souple de l'ensemble du budget programme de base.

12. Les États Membres se sont demandé si les dépenses d'appui aux programmes ne devraient pas constituer une part plus importante du financement durable de l'Organisation, conformément au modèle de financement de l'OMS, à savoir que les contributions volontaires représentent la plus grande part du financement. Le Secrétariat a expliqué qu'au cours de l'exercice 2020-2021, les contributions volontaires se composaient en grande partie de fonds pour les situations d'urgence, pour lesquels le taux de dépenses d'appui aux programmes (7 %) est inférieur au taux standard (13 %). Le Secrétariat continue de chercher à maximiser les dépenses d'appui aux programmes et à limiter le nombre d'exceptions au taux standard, mais actuellement et historiquement, les dépenses d'appui aux programmes sont insuffisantes pour couvrir toutes les fonctions d'appui de l'OMS ainsi que les coûts de gestion et d'administration des programmes techniques, et le Secrétariat de l'OMS est donc tenu d'utiliser les contributions fixées pour combler ces déficits de financement. Le Secrétariat a expliqué que la question avait fait l'objet d'un examen externe détaillé en 2013.^{1,2}

13. Notant que les contributions fixées offrent un très bon retour sur investissement, et considérant la recommandation faite par le GIPR dans l'exposé qu'il a présenté à la première réunion du Groupe de travail, à savoir porter le niveau des contributions fixées aux deux tiers du budget programme de base, de

¹ Voir le document EBPBAC18/3.

² L'examen externe a révélé que pour éliminer les subventions croisées, l'OMS devait atteindre un taux moyen effectif de dépenses d'appui aux programmes de 21 %. L'étude externe n'a pas conduit à recommander cette option parce qu'elle entraînerait une augmentation irréaliste du taux de dépenses d'appui aux programmes qui pourrait sérieusement nuire à la capacité de l'OMS d'attirer des contributions volontaires. Appliquer uniquement le mécanisme des dépenses d'appui aux programmes serait également injuste pour les programmes ayant peu d'effectifs mais un financement élevé.

nombreux États Membres se sont déclarés favorables à une augmentation substantielle des contributions fixées, mais ont noté qu'une série d'options concernant le pourcentage global pourraient être proposées pour examen. Les États Membres sont convenus que toute augmentation devrait être mise en place progressivement. Certains États Membres ont suggéré que cette augmentation tienne compte de la capacité de paiement des États Membres. Lors d'une session consacrée au barème des contributions de l'Organisation des Nations Unies (ONU), le Secrétariat a expliqué le mandat et le champ d'activité du Comité des contributions de l'ONU et la méthode selon laquelle le barème des contributions est établi. Grâce à ses trois éléments principaux (estimations comparatives des revenus, mesures d'aide, limites du barème), la méthode prend déjà en compte la capacité de paiement des États Membres et repose même sur elle, et il n'existe actuellement aucune autre solution que le barème des contributions de l'ONU.

14. Certains États Membres ont fait observer que la pandémie de COVID-19 créait de graves difficultés budgétaires. Certains parmi eux ont estimé que l'OMS devrait agir avec les ressources dont elle dispose et à son niveau actuel de financement et qu'aucune augmentation des contributions fixées ne serait nécessaire. D'autres États Membres étaient favorables à l'idée d'élargir la base de financement de l'OMS, mais ont noté qu'eux-mêmes n'étaient actuellement pas en mesure de faciliter une augmentation à cause des difficultés budgétaires créées par la pandémie. Ils ont souligné que toute augmentation des contributions fixées devrait être mise en place progressivement.

15. Le Groupe de travail a souligné la nécessité de rechercher un financement innovant pour l'OMS et d'élargir la base de donateurs. Une suggestion concrète a été faite dans le droit fil de la recommandation du GIPR tendant à mettre en place un processus organisé de reconstitution des ressources : étudier quelle forme pourrait prendre un modèle de reconstitution des ressources pour l'OMS en s'assurant que les donateurs seraient disposés à verser des contributions par l'intermédiaire d'une telle plateforme, qu'aucun des principaux donateurs ne serait perdu si un tel modèle était mis en place et qu'un travail de persuasion de haut niveau permettrait d'attirer de nouveaux donateurs ; et examiner d'autres questions essentielles comme les parties de l'activité de l'OMS qui seraient les mieux financées par un tel modèle. Certains États Membres ont fait part de leurs doutes quant à la viabilité d'un modèle de reconstitution des ressources de l'OMS, mais tous les membres du groupe de travail restaient ouverts à de nouvelles discussions sur ce point. À cet égard, le Groupe de travail a estimé qu'il convenait de consulter les principaux donateurs non étatiques sur la mise en place d'un modèle de reconstitution de ce type.

16. Un large consensus s'est dégagé au sein du Groupe de travail sur le fait que l'OMS joue un rôle essentiel parmi les acteurs mondiaux de la santé, notamment du fait de sa forte présence dans les pays, de sa grande expertise technique et de ses activités normatives. Cependant, la visibilité fait parfois défaut en matière de résultats et d'impact. À cet égard, l'OMS ne parvient pas toujours à expliquer son rôle essentiel d'une manière qui fasse clairement ressortir sa proposition de valeur par rapport aux autres acteurs mondiaux de la santé. Le Groupe de travail a estimé que des progrès considérables avaient été accomplis ces dernières années, mais que des efforts devaient encore être faits pour montrer de manière cohérente comment les activités techniques aux trois niveaux de l'Organisation influent sur les résultats sanitaires à l'échelle mondiale. Le Secrétariat s'est félicité de la franchise des commentaires des États Membres et a souligné l'attention qui est accordée à cette question. Il a indiqué que le Rapport à mi-parcours sur les résultats de l'OMS 2020-2021 était accessible sur une page du site Web de l'OMS qui lui était consacrée, et que des travaux innovants étaient en cours de réalisation dans le but de mieux exposer les résultats et l'impact lors de la Soixante-Quatrième Assemblée mondiale de la Santé.

17. Les États Membres ont souligné l'importance de renforcer encore la transparence, l'efficacité et la redevabilité. Le Président du Comité consultatif indépendant d'experts de la surveillance a souligné que l'OMS était l'une des organisations les plus transparentes avec lesquelles il a été amené à travailler, car les données et les informations sont facilement accessibles et consultables par le public ; en revanche, elle doit améliorer la concision des rapports adressés aux organes directeurs. Du point de vue de l'efficacité,

le Président a en outre confirmé que l'expérience du Comité montre que l'OMS est gérée de manière efficace, mais il existe toutefois des « poches d'inefficience », par exemple en ce qui concerne la gestion des dotations et les rapports présentés aux donateurs, ce qui s'explique par le grand nombre de subventions de petite taille et à objet désigné, assorties d'obligations atypiques en matière de présentation de rapports.

18. À titre d'exemple de transparence renforcée, le Groupe de travail a souligné qu'il était nécessaire de présenter de façon plus transparente l'établissement des priorités et la budgétisation des initiatives spéciales. Il a en outre fait valoir la nécessité pour les États Membres de mieux comprendre et de connaître le coût des initiatives du Secrétariat, et déclaré que les États Membres devraient être conseillés et consultés à ce sujet dans un souci de transparence et d'exhaustivité. Un autre exemple de transparence qui a été donné est l'établissement, à l'intention des États Membres, de rapports montrant comment le financement souple a été utilisé pour régler les problèmes structurels de l'Organisation ou le manque ponctuel de fonds, c'est-à-dire de manière plus ciblée.

19. Les États Membres ont pris note des questions de gouvernance qui s'entrecroisent et ne relèvent pas du champ d'application des travaux du Groupe et qui devront être abordées. Il s'agissait notamment d'examiner les véritables incidences en termes de budget et de ressources des décisions et résolutions présentées à l'Assemblée mondiale de la Santé et au Conseil exécutif pour adoption. Il a été réaffirmé que les incidences financières de toutes les décisions et résolutions devraient être indiquées dès le départ, et les initiatives auxquelles elles se rapportent assorties d'une date de fin précise (« suppression »). Il a été reconnu qu'un financement suffisamment souple et prévisible devrait être disponible afin de pouvoir traiter les questions soulevées. Il a en outre été souligné que l'établissement des priorités budgétaires devrait être un domaine clé à aborder par les États Membres avant que d'autres réformes des incidences en termes de budget et de ressources pour la gouvernance puissent être réellement efficaces.

20. Le Groupe de travail devrait recommander une voie à suivre pour identifier et négocier un consensus sur les changements nécessaires en matière de gouvernance pour compléter tout changement dans la structure de financement de l'OMS. Plusieurs États Membres ont souligné la nécessité d'assurer une coordination entre le Groupe de travail sur le financement durable et le Groupe de travail sur le renforcement de la préparation et de la riposte de l'OMS aux urgences sanitaires, en particulier en ce qui concerne les questions de gouvernance. Compte tenu des propositions existantes concernant la formation de sous-comités par l'intermédiaire du présent groupe de travail, il serait important d'assurer une souplesse suffisante pour permettre l'alignement entre les deux groupes de travail et éviter la répétition inutile des efforts.

21. Le Président a suggéré sept thèmes principaux non limitatifs pour classer les recommandations découlant des discussions, à savoir :

- le renforcement et l'amélioration de la transparence et de la redevabilité globales dans le cadre de l'établissement du budget de l'Organisation, y compris en ce qui concerne le choix des priorités. En particulier, l'établissement des priorités aux trois niveaux de l'Organisation doit être transparent ;
- le financement souple du budget de base ;
- l'augmentation des contributions fixées, par étapes et dans un délai convenu. Toute augmentation doit être à la fois ambitieuse et réaliste, et tenir compte des contraintes budgétaires des États Membres ;

- une recommandation tendant à étudier les possibilités de mettre en place un dispositif de reconstitution des fonds compatible avec la gouvernance de l’OMS ;
- les questions/réformes relatives à la gouvernance, y compris le contrôle par les États Membres des prestations et des initiatives, ainsi que des incidences financières des résolutions et des décisions ;
- l’organisation immédiate d’activités intensifiées en vue de faciliter l’affectation des contributions et, éventuellement, d’élargir la base de donateurs ;
- définition d’une voie à suivre pour la prise de décisions par le Conseil exécutif et la mise en œuvre du processus.

RÉSUMÉ DES OBSERVATIONS DES COMITÉS RÉGIONAUX

22. Le Groupe de travail est convenu de transmettre les cinq questions suivantes aux États Membres pour examen lors des comités régionaux :

- i) Les États Membres partagent-ils l’avis selon lequel le segment de base du budget programme de l’OMS devrait être financé à 50 % au moins par les contributions fixées afin de garantir l’intégrité et de préserver l’indépendance de l’OMS ?
- ii) Les États Membres partagent-ils l’avis du GIPR selon lequel l’ensemble du budget de base devrait être entièrement financé par des contributions souples à objet non désigné ?
- iii) Les États Membres appuieraient-ils la Soixante-Quatrième Assemblée mondiale de la Santé pour qu’elle convienne de la voie à suivre pour l’augmentation des contributions fixées et adopte un calendrier de mise en œuvre progressive ?
- iv) Les États Membres acceptent-ils d’étudier la recommandation du GIPR concernant un modèle de reconstitution pour que la partie restante du segment de base du budget programme soit couverte, à la fois par les États Membres et les acteurs non étatiques ?
- v) Quels sont les meilleures pratiques et les enseignements tirés de l’expérience en matière d’établissement des priorités dans les Régions ?

23. Au cours des réunions des six comités régionaux, plus de 68 États Membres ont pris la parole sur la question du financement durable. Deux déclarations régionales ont été prononcées (Comité régional de l’Afrique et Comité régional de l’Asie du Sud-Est) et une résolution sur le financement durable de l’OMS a été adoptée par le Comité régional de l’Europe.¹ Un consensus très net s’est dégagé sur le fait que la situation de statu quo dans le financement de l’OMS ne peut pas se prolonger et que des changements importants sont nécessaires ; plus des deux tiers des interventions ont été en faveur d’une augmentation substantielle et progressive des contributions fixées.

¹ Voir le document EUR/RC71/R6.

24. Les membres du **Comité régional de l'Afrique** se sont félicités de cette initiative et ont souligné qu'un financement durable permettrait à l'OMS de fournir les capacités de préparation et de riposte nécessaires ; d'attirer et de retenir les talents souhaités dans le domaine des ressources humaines ; et de produire de meilleurs résultats au niveau des pays. Toutefois, ils sont convenus à l'unanimité que, compte tenu des graves contraintes financières que connaissent actuellement la plupart des pays, une approche pragmatique prévoyant un calendrier progressif de mise en œuvre devrait être adoptée. Les membres du Comité ont appuyé les propositions faites par le Groupe de travail en vue d'un financement intégral du segment de base du budget programme au moyen des contributions fixées, d'une augmentation des contributions fixées des États Membres pour atteindre au moins 50 % du budget et de l'introduction d'un dispositif de reconstitution des ressources pour couvrir les 50 % restants. Les États Membres ont recommandé :

- d'adopter une approche progressive de l'augmentation proposée des contributions, à compter de l'exercice biennal 2024-2025, en tenant compte des conséquences économiques de la pandémie et d'autres facteurs ;
- de procéder à une évaluation de la situation des économies des États Membres afin de concevoir un modèle de contribution fondé sur l'équité et tenant compte du produit intérieur brut de chaque pays ainsi que de sa capacité à honorer ses engagements financiers, tout en promouvant l'idée d'un financement durable de la santé au niveau national, en s'appuyant sur des possibilités de financement intérieur telles que la taxation du tabac ; et
- de tenir régulièrement des discussions intersectorielles entre les ministères de la santé, des finances et de la planification afin de parvenir à un consensus sur le financement durable de la santé en général et de l'OMS en particulier.

25. Un large consensus s'est dégagé parmi les membres du **Comité régional des Amériques** sur la nécessité d'améliorer la prévisibilité et la viabilité du financement de l'OMS, mais il a été souligné que d'autres questions devaient être examinées parallèlement à la question du financement durable, notamment les questions relatives à la gouvernance, à l'établissement des priorités et à l'efficacité, à la transparence et à la redevabilité dans l'utilisation des ressources. L'établissement de priorités a été jugé particulièrement important. Plusieurs délégués ont noté que la Région des Amériques avait une expérience précieuse en matière de hiérarchisation ascendante des priorités, qu'il convenait de partager avec le Groupe de travail et le Secrétariat de l'OMS.

26. Un certain appui a été exprimé en faveur d'une augmentation des contributions fixées, mais plusieurs États Membres ont fait part de leurs réticences, notant que le lourd tribut économique de la pandémie rendrait difficile le respect d'obligations financières plus pesantes envers l'Organisation. Il a été souligné que toute augmentation des contributions fixées devrait aller de pair avec la réforme en cours de l'OMS et s'accompagner d'une plus grande transparence et d'une plus grande redevabilité de la part à la fois du Secrétariat de l'OMS et des États Membres, en particulier en ce qui concerne le coût de toute nouvelle initiative proposée. Certains États Membres se sont prononcés en faveur de l'examen de l'option d'un modèle de reconstitution des fonds ; d'autres n'ont pas jugé qu'un tel modèle était approprié pour l'OMS et se sont dits favorables au renforcement des structures de financement existantes avant d'envisager la création de nouvelles structures.

27. Les États Membres du **Comité régional de l'Asie du Sud-Est** ont présenté une déclaration unique au nom des États Membres de la Région en réponse aux cinq questions du Groupe de travail sur le financement durable. La déclaration reconnaissait l'inadéquation entre l'élargissement de la portée des travaux de l'OMS et les ressources disponibles, et la nécessité d'un modèle de financement durable pour l'Organisation. Elle se faisait aussi l'écho de l'accord des États Membres sur le fait qu'au moins 50 %

du budget de base de l'OMS devrait être financé de manière durable, étant entendu qu'une augmentation des contributions fixées des États Membres serait peut-être inévitable. Si tel est le cas, une approche progressive devrait être adoptée, avec un calendrier progressif qui tienne compte de la situation dans certains pays en raison de la pandémie de COVID-19.

28. La déclaration recommandait de trouver diverses sources de financement souples, y compris la collaboration avec les acteurs non étatiques, ainsi que la possibilité d'adopter un modèle de reconstitution des fonds adapté à l'OMS. Le Comité a reconnu que les États Membres étaient largement d'accord sur la nécessité de trouver un modèle de financement durable pour l'OMS, tout en convenant que les discussions sur l'augmentation des contributions fixées devaient être poursuivies. Il a fait part de ses préoccupations quant à la forte dépendance de l'OMS à l'égard des contributions volontaires des donateurs, une situation qui, en Asie du Sud-Est, était aggravée par l'absence de grands donateurs, la charge de morbidité élevée et la taille même de la population de la Région. Le Comité s'est dit pleinement conscient de la nécessité impérieuse d'un modèle de financement durable pour l'OMS, qui la rendrait indépendante dans la prise de décisions tout en permettant la répartition des fonds disponibles.

29. Les membres du **Comité régional de l'Europe** ont noté que l'augmentation du budget programme de l'OMS au fil du temps, sans augmentation proportionnelle du financement souple de l'Organisation, y compris les contributions fixées, avait entraîné une augmentation de la part des contributions volontaires et de la dépendance à l'égard de celles-ci, et la persistance de domaines d'activité sous-financés dans le budget programme, parmi lesquels figuraient les fonctions essentielles liées aux urgences. La majorité des États Membres interrogés sont d'avis que le budget programme devrait être financé à au moins 50 % par des contributions fixées, mais bien qu'ils se soient déclarés favorables en principe à une augmentation des contributions fixées, beaucoup ont également expliqué que le caractère automatique d'une telle augmentation (liée à une augmentation du budget programme au fil du temps) pourrait être problématique. La plupart des États Membres favorables à une augmentation des contributions fixées ont demandé que cette augmentation soit mise en œuvre progressivement. De nombreux États Membres ont souligné la nécessité de lier cette augmentation à une accélération des réformes et à une efficacité et une transparence accrues dans l'utilisation des fonds. Bien que la plupart soient favorables au principe d'une plus grande souplesse du financement, certains se sont demandé s'il était réaliste de viser un financement entièrement souple de l'ensemble du segment de base, tandis que d'autres se sont déclarés favorables au maintien d'une forme d'affectation des fonds à un usage déterminé à des fins de redevabilité et de transparence. L'idée d'un modèle de reconstitution des ressources a bénéficié d'un large soutien, bien que, dans le même temps, plusieurs États Membres aient insisté sur la nécessité d'évaluer soigneusement quels éléments des activités de l'OMS seraient soutenus par ce financement, notant que le financement provenant de catégories de contributeurs autres que les États Membres nécessiterait une attention particulière.

30. Les Membres du **Comité régional de la Méditerranée orientale** ont accueilli favorablement les recommandations du Groupe de travail sur le financement durable, en soulignant que l'Organisation avait de la valeur et en convenant qu'elle devait être financée durablement et jouir de la souplesse nécessaire pour pouvoir répondre aux besoins des États Membres. Ils se sont dits favorables à une augmentation du financement, en particulier pour la préparation et les interventions en cas d'urgence et pour des progrès plus rapides vers la réalisation des objectifs de développement durable. Certains ont estimé que l'augmentation des contributions fixées devrait être progressive, avoir lieu selon des échéances claires et tenir compte des conséquences financières de la pandémie de COVID-19 pour les États Membres. Ils ont également préconisé d'envisager des modèles de financement novateurs et une répartition équitable du budget programme entre les trois niveaux de l'OMS. La majorité des États Membres qui ont répondu à l'enquête en cinq questions ont été favorables à l'idée d'étudier la recommandation du GIPR tendant à appliquer un modèle de reconstitution des fonds afin que les États Membres et les acteurs non étatiques couvrent la partie restante du segment de base du budget programme.

31. La plupart des États Membres de la Région de la Méditerranée orientale qui ont répondu à la cinquième question sur l'établissement des priorités ont estimé qu'il s'agissait d'une tâche complexe en raison de la diversité et de l'évolution constante des situations dans la Région. Certains États Membres ont proposé de se fonder sur leurs priorités stratégiques nationales et ont estimé que les priorités devraient être davantage spécifiques à la Région et axées sur les pays. D'autres ont souligné que les priorités devraient être établies conformément au treizième Programme général de travail de l'OMS, 2019-2023, et à la Vision 2023.

32. Les Membres du **Comité régional du Pacifique occidental** ont reconnu que le financement durable des activités de l'OMS est une question qui se pose depuis longtemps. En effet, de nombreuses solutions ont été proposées pour remédier aux problèmes de financement de l'OMS au cours des deux dernières décennies, sans qu'aucune résolution globale n'ait été appliquée avec succès à ce jour. Les États Membres ont admis que l'émergence de la pandémie de COVID-19 avait encore souligné la nécessité pour l'OMS d'être forte, crédible et indépendante à ses trois niveaux, et ils ont unanimement convenu que l'Organisation devait être financée durablement pour accomplir sa mission.

33. Les États Membres de la Région du Pacifique occidental ont apprécié le débat sur le financement durable ainsi que la réunion sur les activités de l'OMS dans les pays, qui a été essentielle pour aider à démontrer que le financement durable est un moyen crucial pour que l'Organisation puisse fournir un soutien sur mesure et obtenir des résultats dans les pays.

34. Il ressort des réponses aux cinq questions posées par le Groupe de travail que les États Membres sont largement favorables à l'augmentation des contributions fixées afin de financer une proportion plus élevée du segment de base du budget programme de l'OMS (plusieurs États Membres convenant expressément que les ressources provenant des contributions fixées devraient constituer 50 % du segment de base), tout en soulignant que les bénéfices découlant d'un financement durable accru devraient être répartis équitablement entre les trois niveaux de l'Organisation. Certains États Membres ont signalé qu'il faudrait fournir davantage de précisions sur l'augmentation des contributions, et qu'une proposition d'augmentation des contributions fixées devrait être accompagnée d'un argumentaire clair montrant la valeur ajoutée que cette augmentation apporterait, ainsi que de détails sur la manière dont cette valeur serait mesurée. Ils ont en outre insisté sur ce dernier aspect, en précisant que l'augmentation des contributions fixées devait être liée à la mise en œuvre de réformes essentielles visant à améliorer la gouvernance, la redevabilité et la transparence afin de favoriser la pertinence et l'efficacité de l'OMS à tous les niveaux.

35. En ce qui concerne le calendrier de mise en œuvre, les États Membres ont recommandé qu'une augmentation éventuelle des contributions fixées soit progressive et tienne compte de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur la situation économique des pays de la Région. D'une manière générale, les États Membres partagent également le point de vue du GIPR selon lequel l'intégralité du segment de base de l'OMS devrait être financé par des ressources plus durables, mais ils soulignent qu'il faut s'efforcer de maintenir le niveau actuel des ressources mises à la disposition des Régions et sous-régions historiquement défavorisées afin de préserver les progrès réalisés à ce jour dans ces zones géographiques et d'en tirer davantage parti.

36. S'intéressant à la possibilité d'adopter un modèle de reconstitution des fonds pour couvrir la partie restante du segment de base du budget programme de l'OMS, les États Membres ont dit souhaiter poursuivre le débat sur ce mécanisme de financement novateur et, en collaboration avec les acteurs non étatiques, étudier plus avant les modalités d'application d'un modèle de reconstitution des fonds adapté à l'OMS.

37. Enfin, en ce qui concerne le recensement des meilleures pratiques et des enseignements dans la Région, les États Membres ont apprécié les exemples présentés par le Secrétariat dans le document d'information fourni et ont suggéré d'autres exemples que l'OMS devrait étudier au niveau régional pour continuer de réévaluer et de hiérarchiser efficacement ses activités à l'avenir.

[Document joint]

Modélisation de l'augmentation progressive des contributions fixées entre 2023 et 2029

Hypothèses initiales du Secrétariat de l'OMS :

- 1) Sur la base du barème des contributions approuvé en mai 2021 (résolution WHA74.13) pour l'exercice 2022-2023.
- 2) L'augmentation cible des contributions fixées, à atteindre d'ici à 2028-2029, est de 50 % du segment du budget approuvé par l'OMS pour 2022-2023, soit 2,182 milliards de dollars des États-Unis (USD).
- 3) Ce chiffre absolu (2,182 milliards USD) ne devrait pas changer, même si les futurs budgets programmes augmentent encore par rapport au budget approuvé pour 2022-2023.
- 4) L'approche progressive qui serait appliquée à compter de 2024-2025 a été définie comme suit.

| Exercice | Total des contributions fixées | Augmentation |
|-----------------|---------------------------------------|-----------------------|
| 2022-2023 | 956,9 | Exercice de référence |
| 2024-2025 | 1 148,3 | 20 % |
| 2026-2027 | 1 550,2 | 35 % |
| 2028-2029 | 2 182,0 | 40 % |

| Membres et Membres associés | Barème des contributions 2020-2021 (résolution WHA72.12) | 2022-2023 | | 2024-2025 | | 2026-2027 | | 2028-2029 | |
|---------------------------------|--|-------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| | | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
| | | Afghanistan | 0,0070 | 33 495 | 33 495 | 40 192 | 40 192 | 54 260 | 54 260 |
| Afrique du Sud | 0,2720 | 1 301 425 | 1 301 425 | 1 561 761 | 1 561 761 | 2 108 377 | 2 108 377 | 2 967 710 | 2 967 710 |
| Albanie | 0,0080 | 38 280 | 38 280 | 45 934 | 45 934 | 62 011 | 62 011 | 87 286 | 87 286 |
| Algérie | 0,1380 | 660 285 | 660 285 | 792 364 | 792 364 | 1 069 691 | 1 069 691 | 1 505 677 | 1 505 677 |
| Allemagne | 6,0904 | 29 138 560 | 29 138 560 | 34 967 367 | 34 967 367 | 47 205 946 | 47 205 946 | 66 446 159 | 66 446 159 |
| Andorre | 0,0050 | 23 925 | 23 925 | 28 709 | 28 709 | 38 757 | 38 757 | 54 553 | 54 553 |
| Angola | 0,0100 | 47 845 | 47 845 | 57 418 | 57 418 | 77 514 | 77 514 | 109 107 | 109 107 |
| Antigua-et-Barbuda | 0,0020 | 9 570 | 9 570 | 11 484 | 11 484 | 15 503 | 15 503 | 21 821 | 21 821 |
| Arabie saoudite | 1,1721 | 5 607 620 | 5 607 620 | 6 729 352 | 6 729 352 | 9 084 625 | 9 084 625 | 12 787 340 | 12 787 340 |
| Argentine | 0,9151 | 4 377 960 | 4 377 960 | 5 253 718 | 5 253 718 | 7 092 519 | 7 092 519 | 9 983 290 | 9 983 290 |
| Arménie | 0,0070 | 33 495 | 33 495 | 40 192 | 40 192 | 54 260 | 54 260 | 76 375 | 76 375 |
| Australie | 2,2101 | 10 574 090 | 10 574 090 | 12 689 307 | 12 689 307 | 17 130 565 | 17 130 565 | 24 112 646 | 24 112 646 |
| Autriche | 0,6770 | 3 239 215 | 3 239 215 | 3 887 177 | 3 887 177 | 5 247 689 | 5 247 689 | 7 386 543 | 7 386 543 |
| Azerbaïdjan | 0,0490 | 234 450 | 234 450 | 281 347 | 281 347 | 379 818 | 379 818 | 534 624 | 534 624 |
| Bahamas | 0,0180 | 86 125 | 86 125 | 103 352 | 103 352 | 139 525 | 139 525 | 196 393 | 196 393 |
| Bahreïn | 0,0500 | 239 235 | 239 235 | 287 088 | 287 088 | 387 569 | 387 569 | 545 535 | 545 535 |
| Bangladesh | 0,0100 | 47 845 | 47 845 | 57 418 | 57 418 | 77 514 | 77 514 | 109 107 | 109 107 |
| Barbade | 0,0070 | 33 495 | 33 495 | 40 192 | 40 192 | 54 260 | 54 260 | 76 375 | 76 375 |
| Bélarus | 0,0490 | 234 450 | 234 450 | 281 347 | 281 347 | 379 818 | 379 818 | 534 624 | 534 624 |
| Belgique | 0,8211 | 3 928 205 | 3 928 205 | 4 713 992 | 4 713 992 | 6 363 889 | 6 363 889 | 8 957 684 | 8 957 684 |
| Belize | 0,0010 | 4 785 | 4 785 | 5 742 | 5 742 | 7 751 | 7 751 | 10 911 | 10 911 |
| Bénin | 0,0030 | 14 355 | 14 355 | 17 225 | 17 225 | 23 254 | 23 254 | 32 732 | 32 732 |
| Bhoutan | 0,0010 | 4 785 | 4 785 | 5 742 | 5 742 | 7 751 | 7 751 | 10 911 | 10 911 |
| Bolivie (État plurinational de) | 0,0160 | 76 555 | 76 555 | 91 868 | 91 868 | 124 022 | 124 022 | 174 571 | 174 571 |

| Membres et Membres associés | Barème des contributions 2020-2021 (résolution WHA72.12) | 2022-2023 | | 2024-2025 | | 2026-2027 | | 2028-2029 | |
|-----------------------------|--|------------|------------|------------|------------|------------|------------|-------------|-------------|
| | | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
| Bosnie-Herzégovine | 0,0120 | 57 415 | 57 415 | 68 901 | 68 901 | 93 017 | 93 017 | 130 928 | 130 928 |
| Botswana | 0,0140 | 66 985 | 66 985 | 80 385 | 80 385 | 108 519 | 108 519 | 152 750 | 152 750 |
| Brésil | 2,9482 | 14 105 165 | 14 105 165 | 16 926 732 | 16 926 732 | 22 851 088 | 22 851 088 | 32 164 742 | 32 164 742 |
| Brunéi Darussalam | 0,0250 | 119 615 | 119 615 | 143 544 | 143 544 | 193 785 | 193 785 | 272 767 | 272 767 |
| Bulgarie | 0,0460 | 220 095 | 220 095 | 264 121 | 264 121 | 356 564 | 356 564 | 501 892 | 501 892 |
| Burkina Faso | 0,0030 | 14 355 | 14 355 | 17 225 | 17 225 | 23 254 | 23 254 | 32 732 | 32 732 |
| Burundi | 0,0010 | 4 785 | 4 785 | 5 742 | 5 742 | 7 751 | 7 751 | 10 911 | 10 911 |
| Cabo Verde | 0,0010 | 4 785 | 4 785 | 5 742 | 5 742 | 7 751 | 7 751 | 10 911 | 10 911 |
| Cambodge | 0,0060 | 28 710 | 28 710 | 34 451 | 34 451 | 46 508 | 46 508 | 65 464 | 65 464 |
| Cameroun | 0,0130 | 62 200 | 62 200 | 74 643 | 74 643 | 100 768 | 100 768 | 141 839 | 141 839 |
| Canada | 2,7342 | 13 081 250 | 13 081 250 | 15 697 994 | 15 697 994 | 21 192 292 | 21 192 292 | 29 829 852 | 29 829 852 |
| Chili | 0,4070 | 1 947 355 | 1 947 355 | 2 336 900 | 2 336 900 | 3 154 814 | 3 154 814 | 4 440 655 | 4 440 655 |
| Chine | 12,0058 | 57 439 805 | 57 439 805 | 68 929 925 | 68 929 925 | 93 055 399 | 93 055 399 | 130 982 946 | 130 982 946 |
| Chypre | 0,0360 | 172 250 | 172 250 | 206 704 | 206 704 | 279 050 | 279 050 | 392 785 | 392 785 |
| Colombie | 0,2880 | 1 377 980 | 1 377 980 | 1 653 629 | 1 653 629 | 2 232 399 | 2 232 399 | 3 142 281 | 3 142 281 |
| Comores | 0,0010 | 4 785 | 4 785 | 5 742 | 5 742 | 7 751 | 7 751 | 10 911 | 10 911 |
| Congo | 0,0060 | 28 710 | 28 710 | 34 451 | 34 451 | 46 508 | 46 508 | 65 464 | 65 464 |
| Costa Rica | 0,0620 | 296 650 | 296 650 | 355 990 | 355 990 | 480 586 | 480 586 | 676 463 | 676 463 |
| Côte d'Ivoire | 0,0130 | 62 200 | 62 200 | 74 643 | 74 643 | 100 768 | 100 768 | 141 839 | 141 839 |
| Croatie | 0,0770 | 368 415 | 368 415 | 442 116 | 442 116 | 596 857 | 596 857 | 840 124 | 840 124 |
| Cuba | 0,0800 | 382 770 | 382 770 | 459 341 | 459 341 | 620 111 | 620 111 | 872 856 | 872 856 |
| Danemark | 0,5540 | 2 650 700 | 2 650 700 | 3 180 939 | 3 180 939 | 4 294 268 | 4 294 268 | 6 044 527 | 6 044 527 |
| Djibouti | 0,0010 | 4 785 | 4 785 | 5 742 | 5 742 | 7 751 | 7 751 | 10 911 | 10 911 |
| Dominique | 0,0010 | 4 785 | 4 785 | 5 742 | 5 742 | 7 751 | 7 751 | 10 911 | 10 911 |

| Membres et Membres associés | Barème des contributions 2020-2021 (résolution WHA72.12) | 2022-2023 | | 2024-2025 | | 2026-2027 | | 2028-2029 | |
|--------------------------------|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
| | | Égypte | 0,1860 | 889 950 | 889 950 | 1 067 969 | 1 067 969 | 1 441 758 | 1 441 758 |
| El Salvador | 0,0120 | 57 415 | 57 415 | 68 901 | 68 901 | 93 017 | 93 017 | 130 928 | 130 928 |
| Émirats arabes unis | 0,6160 | 2 947 345 | 2 947 345 | 3 536 929 | 3 536 929 | 4 774 854 | 4 774 854 | 6 720 991 | 6 720 991 |
| Équateur | 0,0800 | 382 770 | 382 770 | 459 341 | 459 341 | 620 111 | 620 111 | 872 856 | 872 856 |
| Érythrée | 0,0010 | 4 785 | 4 785 | 5 742 | 5 742 | 7 751 | 7 751 | 10 911 | 10 911 |
| Espagne | 2,1461 | 10 267 870 | 10 267 870 | 12 321 834 | 12 321 834 | 16 634 476 | 16 634 476 | 23 414 361 | 23 414 361 |
| Estonie | 0,0390 | 186 605 | 186 605 | 223 929 | 223 929 | 302 304 | 302 304 | 425 517 | 425 517 |
| Eswatini | 0,0020 | 9 570 | 9 570 | 11 484 | 11 484 | 15 503 | 15 503 | 21 821 | 21 821 |
| États-Unis d'Amérique | 22,0000 | 115 766 922 | 115 766 922 | 126 310 800 | 126 310 800 | 170 519 580 | 170 519 580 | 240 020 000 | 240 020 000 |
| Éthiopie | 0,0100 | 47 845 | 47 845 | 57 418 | 57 418 | 77 514 | 77 514 | 109 107 | 109 107 |
| Fédération de Russie | 2,4052 | 11 507 095 | 11 507 095 | 13 808 952 | 13 808 952 | 18 642 085 | 18 642 085 | 26 240 232 | 26 240 232 |
| Fidji | 0,0030 | 14 355 | 14 355 | 17 225 | 17 225 | 23 254 | 23 254 | 32 732 | 32 732 |
| Finlande | 0,4210 | 2 014 340 | 2 014 340 | 2 417 284 | 2 417 284 | 3 263 334 | 3 263 334 | 4 593 404 | 4 593 404 |
| France | 4,4273 | 21 181 675 | 21 181 675 | 25 418 807 | 25 418 807 | 34 315 390 | 34 315 390 | 48 301 666 | 48 301 666 |
| Gabon | 0,0150 | 71 770 | 71 770 | 86 127 | 86 127 | 116 271 | 116 271 | 163 660 | 163 660 |
| Gambie | 0,0010 | 4 785 | 4 785 | 5 742 | 5 742 | 7 751 | 7 751 | 10 911 | 10 911 |
| Géorgie | 0,0080 | 38 280 | 38 280 | 45 934 | 45 934 | 62 011 | 62 011 | 87 286 | 87 286 |
| Ghana | 0,0150 | 71 770 | 71 770 | 86 127 | 86 127 | 116 271 | 116 271 | 163 660 | 163 660 |
| Grèce | 0,3660 | 1 751 185 | 1 751 185 | 2 101 487 | 2 101 487 | 2 837 008 | 2 837 008 | 3 993 316 | 3 993 316 |
| Grenade | 0,0010 | 4 785 | 4 785 | 5 742 | 5 742 | 7 751 | 7 751 | 10 911 | 10 911 |
| Guatemala | 0,0360 | 172 250 | 172 250 | 206 704 | 206 704 | 279 050 | 279 050 | 392 785 | 392 785 |
| Guinée | 0,0030 | 14 355 | 14 355 | 17 225 | 17 225 | 23 254 | 23 254 | 32 732 | 32 732 |
| Guinée-Bissau | 0,0010 | 4 785 | 4 785 | 5 742 | 5 742 | 7 751 | 7 751 | 10 911 | 10 911 |

| Membres et Membres associés | Barème des contributions 2020-2021 (résolution WHA72.12) | 2022-2023 | | 2024-2025 | | 2026-2027 | | 2028-2029 | |
|---------------------------------|--|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| | | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
| Guinée équatoriale | 0,0160 | 76 555 | 76 555 | 91 868 | 91 868 | 124 022 | 124 022 | 174 571 | 174 571 |
| Guyana | 0,0020 | 9 570 | 9 570 | 11 484 | 11 484 | 15 503 | 15 503 | 21 821 | 21 821 |
| Haïti | 0,0030 | 14 355 | 14 355 | 17 225 | 17 225 | 23 254 | 23 254 | 32 732 | 32 732 |
| Honduras | 0,0090 | 43 060 | 43 060 | 51 676 | 51 676 | 69 762 | 69 762 | 98 196 | 98 196 |
| Hongrie | 0,2060 | 985 635 | 985 635 | 1 182 804 | 1 182 804 | 1 596 786 | 1 596 786 | 2 247 604 | 2 247 604 |
| Îles Cook (non-membre de l'ONU) | 0,0010 | 4 785 | 4 785 | 5 741 | 5 741 | 7 751 | 7 751 | 10 910 | 10 910 |
| Îles Marshall | 0,0010 | 4 785 | 4 785 | 5 742 | 5 742 | 7 751 | 7 751 | 10 911 | 10 911 |
| Îles Salomon | 0,0010 | 4 785 | 4 785 | 5 742 | 5 742 | 7 751 | 7 751 | 10 911 | 10 911 |
| Inde | 0,8341 | 3 990 405 | 3 990 405 | 4 788 635 | 4 788 635 | 6 464 657 | 6 464 657 | 9 099 523 | 9 099 523 |
| Indonésie | 0,5430 | 2 598 070 | 2 598 070 | 3 117 780 | 3 117 780 | 4 209 003 | 4 209 003 | 5 924 510 | 5 924 510 |
| Iran (République islamique d') | 0,3980 | 1 904 295 | 1 904 295 | 2 285 224 | 2 285 224 | 3 085 052 | 3 085 052 | 4 342 458 | 4 342 458 |
| Iraq | 0,1290 | 617 220 | 617 220 | 740 688 | 740 688 | 999 929 | 999 929 | 1 407 480 | 1 407 480 |
| Irlande | 0,3710 | 1 775 105 | 1 775 105 | 2 130 196 | 2 130 196 | 2 875 765 | 2 875 765 | 4 047 869 | 4 047 869 |
| Islande | 0,0280 | 133 970 | 133 970 | 160 770 | 160 770 | 217 039 | 217 039 | 305 500 | 305 500 |
| Israël | 0,4900 | 2 344 480 | 2 344 480 | 2 813 466 | 2 813 466 | 3 798 180 | 3 798 180 | 5 346 243 | 5 346 243 |
| Italie | 3,3072 | 15 822 860 | 15 822 860 | 18 988 027 | 18 988 027 | 25 633 836 | 25 633 836 | 36 081 683 | 36 081 683 |
| Jamaïque | 0,0080 | 38 280 | 38 280 | 45 934 | 45 934 | 62 011 | 62 011 | 87 286 | 87 286 |
| Japon | 8,5645 | 40 975 800 | 40 975 800 | 49 172 501 | 49 172 501 | 66 382 877 | 66 382 877 | 93 439 229 | 93 439 229 |
| Jordanie | 0,0210 | 100 480 | 100 480 | 120 577 | 120 577 | 162 779 | 162 779 | 229 125 | 229 125 |
| Kazakhstan | 0,1780 | 851 670 | 851 670 | 1 022 035 | 1 022 035 | 1 379 747 | 1 379 747 | 1 942 104 | 1 942 104 |
| Kenya | 0,0240 | 114 835 | 114 835 | 137 802 | 137 802 | 186 033 | 186 033 | 261 857 | 261 857 |
| Kirghizistan | 0,0020 | 9 570 | 9 570 | 11 484 | 11 484 | 15 503 | 15 503 | 21 821 | 21 821 |
| Kiribati | 0,0010 | 4 785 | 4 785 | 5 742 | 5 742 | 7 751 | 7 751 | 10 911 | 10 911 |

| Membres et Membres associés | Barème des contributions 2020-2021 (résolution WHA72.12) | 2022-2023 | | 2024-2025 | | 2026-2027 | | 2028-2029 | |
|----------------------------------|--|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|------------|------------|------------|
| | | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
| | | Koweït | 0,2520 | 1 205 735 | 1 205 735 | 1 446 926 | 1 446 926 | 1 953 349 | 1 953 349 |
| Lesotho | 0,0010 | 4 785 | 4 785 | 5 742 | 5 742 | 7 751 | 7 751 | 10 911 | 10 911 |
| Lettonie | 0,0470 | 224 880 | 224 880 | 269 863 | 269 863 | 364 315 | 364 315 | 512 803 | 512 803 |
| Liban | 0,0470 | 224 880 | 224 880 | 269 863 | 269 863 | 364 315 | 364 315 | 512 803 | 512 803 |
| Libéria | 0,0010 | 4 785 | 4 785 | 5 742 | 5 742 | 7 751 | 7 751 | 10 911 | 10 911 |
| Libye | 0,0300 | 143 540 | 143 540 | 172 253 | 172 253 | 232 542 | 232 542 | 327 321 | 327 321 |
| Lituanie | 0,0710 | 339 710 | 339 710 | 407 666 | 407 666 | 550 348 | 550 348 | 774 660 | 774 660 |
| Luxembourg | 0,0670 | 320 570 | 320 570 | 384 698 | 384 698 | 519 343 | 519 343 | 731 017 | 731 017 |
| Macédoine du Nord | 0,0070 | 33 495 | 33 495 | 40 192 | 40 192 | 54 260 | 54 260 | 76 375 | 76 375 |
| Madagascar | 0,0040 | 19 140 | 19 140 | 22 967 | 22 967 | 31 006 | 31 006 | 43 643 | 43 643 |
| Malaisie | 0,3410 | 1 631 565 | 1 631 565 | 1 957 943 | 1 957 943 | 2 643 223 | 2 643 223 | 3 720 548 | 3 720 548 |
| Malawi | 0,0020 | 9 570 | 9 570 | 11 484 | 11 484 | 15 503 | 15 503 | 21 821 | 21 821 |
| Maldives | 0,0040 | 19 140 | 19 140 | 22 967 | 22 967 | 31 006 | 31 006 | 43 643 | 43 643 |
| Mali | 0,0040 | 19 140 | 19 140 | 22 967 | 22 967 | 31 006 | 31 006 | 43 643 | 43 643 |
| Malte | 0,0170 | 81 340 | 81 340 | 97 610 | 97 610 | 131 774 | 131 774 | 185 482 | 185 482 |
| Maroc | 0,0550 | 263 160 | 263 160 | 315 797 | 315 797 | 426 326 | 426 326 | 600 088 | 600 088 |
| Maurice | 0,0110 | 52 630 | 52 630 | 63 159 | 63 159 | 85 265 | 85 265 | 120 018 | 120 018 |
| Mauritanie | 0,0020 | 9 570 | 9 570 | 11 484 | 11 484 | 15 503 | 15 503 | 21 821 | 21 821 |
| Mexique | 1,2921 | 6 181 775 | 6 181 775 | 7 418 364 | 7 418 364 | 10 014 792 | 10 014 792 | 14 096 624 | 14 096 624 |
| Micronésie (États fédérés de) | 0,0010 | 4 785 | 4 785 | 5 742 | 5 742 | 7 751 | 7 751 | 10 911 | 10 911 |
| Monaco | 0,0110 | 52 630 | 52 630 | 63 159 | 63 159 | 85 265 | 85 265 | 120 018 | 120 018 |
| Mongolie | 0,0050 | 23 925 | 23 925 | 28 709 | 28 709 | 38 757 | 38 757 | 54 553 | 54 553 |
| Monténégro | 0,0040 | 19 140 | 19 140 | 22 967 | 22 967 | 31 006 | 31 006 | 43 643 | 43 643 |
| Mozambique | 0,0040 | 19 140 | 19 140 | 22 967 | 22 967 | 31 006 | 31 006 | 43 643 | 43 643 |

| Membres et Membres associés | Barème des contributions 2020-2021 (résolution WHA72.12) | 2022-2023 | | 2024-2025 | | 2026-2027 | | 2028-2029 | |
|--------------------------------|--|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|------------|------------|------------|
| | | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
| Myanmar | 0,0100 | 47 845 | 47 845 | 57 418 | 57 418 | 77 514 | 77 514 | 109 107 | 109 107 |
| Namibie | 0,0090 | 43 060 | 43 060 | 51 676 | 51 676 | 69 762 | 69 762 | 98 196 | 98 196 |
| Nauru | 0,0010 | 4 785 | 4 785 | 5 742 | 5 742 | 7 751 | 7 751 | 10 911 | 10 911 |
| Népal | 0,0070 | 33 495 | 33 495 | 40 192 | 40 192 | 54 260 | 54 260 | 76 375 | 76 375 |
| Nicaragua | 0,0050 | 23 925 | 23 925 | 28 709 | 28 709 | 38 757 | 38 757 | 54 553 | 54 553 |
| Niger | 0,0020 | 9 570 | 9 570 | 11 484 | 11 484 | 15 503 | 15 503 | 21 821 | 21 821 |
| Nigéria | 0,2500 | 1 196 165 | 1 196 165 | 1 435 442 | 1 435 442 | 1 937 847 | 1 937 847 | 2 727 675 | 2 727 675 |
| Nioué (non-membre de l'ONU) | 0,0010 | 4 785 | 4 785 | 5 741 | 5 741 | 7 751 | 7 751 | 10 910 | 10 910 |
| Norvège | 0,7540 | 3 607 630 | 3 607 630 | 4 329 293 | 4 329 293 | 5 844 546 | 5 844 546 | 8 226 667 | 8 226 667 |
| Nouvelle-Zélande | 0,2910 | 1 392 335 | 1 392 335 | 1 670 854 | 1 670 854 | 2 255 654 | 2 255 654 | 3 175 014 | 3 175 014 |
| Oman | 0,1150 | 550 235 | 550 235 | 660 303 | 660 303 | 891 409 | 891 409 | 1 254 730 | 1 254 730 |
| Ouganda | 0,0080 | 38 280 | 38 280 | 45 934 | 45 934 | 62 011 | 62 011 | 87 286 | 87 286 |
| Ouzbékistan | 0,0320 | 153 110 | 153 110 | 183 737 | 183 737 | 248 044 | 248 044 | 349 142 | 349 142 |
| Pakistan | 0,1150 | 550 235 | 550 235 | 660 303 | 660 303 | 891 409 | 891 409 | 1 254 730 | 1 254 730 |
| Palaos | 0,0010 | 4 785 | 4 785 | 5 742 | 5 742 | 7 751 | 7 751 | 10 911 | 10 911 |
| Panama | 0,0450 | 215 310 | 215 310 | 258 380 | 258 380 | 348 812 | 348 812 | 490 981 | 490 981 |
| Papouasie- Nouvelle-Guinée | 0,0100 | 47 845 | 47 845 | 57 418 | 57 418 | 77 514 | 77 514 | 109 107 | 109 107 |
| Paraguay | 0,0160 | 76 555 | 76 555 | 91 868 | 91 868 | 124 022 | 124 022 | 174 571 | 174 571 |
| Pays-Bas | 1,3561 | 6 487 995 | 6 487 995 | 7 785 837 | 7 785 837 | 10 510 881 | 10 510 881 | 14 794 908 | 14 794 908 |
| Pérou | 0,1520 | 727 270 | 727 270 | 872 749 | 872 749 | 1 178 211 | 1 178 211 | 1 658 426 | 1 658 426 |
| Philippines | 0,2050 | 980 855 | 980 855 | 1 177 062 | 1 177 062 | 1 589 034 | 1 589 034 | 2 236 693 | 2 236 693 |
| Pologne | 0,8021 | 3 837 295 | 3 837 295 | 4 604 898 | 4 604 898 | 6 216 612 | 6 216 612 | 8 750 381 | 8 750 381 |

| Membres et Membres associés | Barème des contributions 2020-2021 (résolution WHA72.12) | 2022-2023 | | 2024-2025 | | 2026-2027 | | 2028-2029 | |
|--|--|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| | | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
| Porto Rico (non-membre de l'ONU) | 0,0010 | 4 785 | 4 785 | 5 741 | 5 741 | 7 751 | 7 751 | 10 910 | 10 910 |
| Portugal | 0,3500 | 1 674 630 | 1 674 630 | 2 009 619 | 2 009 619 | 2 712 985 | 2 712 985 | 3 818 745 | 3 818 745 |
| Qatar | 0,2820 | 1 349 275 | 1 349 275 | 1 619 179 | 1 619 179 | 2 185 891 | 2 185 891 | 3 076 817 | 3 076 817 |
| République arabe syrienne | 0,0110 | 52 630 | 52 630 | 63 159 | 63 159 | 85 265 | 85 265 | 120 018 | 120 018 |
| République centrafricaine | 0,0010 | 4 785 | 4 785 | 5 742 | 5 742 | 7 751 | 7 751 | 10 911 | 10 911 |
| République de Corée | 2,2671 | 10 846 820 | 10 846 820 | 13 016 588 | 13 016 588 | 17 572 394 | 17 572 394 | 24 734 555 | 24 734 555 |
| République démocratique du Congo | 0,0100 | 47 845 | 47 845 | 57 418 | 57 418 | 77 514 | 77 514 | 109 107 | 109 107 |
| République démocratique populaire lao | 0,0050 | 23 925 | 23 925 | 28 709 | 28 709 | 38 757 | 38 757 | 54 553 | 54 553 |
| République de Moldova | 0,0030 | 14 355 | 14 355 | 17 225 | 17 225 | 23 254 | 23 254 | 32 732 | 32 732 |
| République dominicaine | 0,0530 | 253 590 | 253 590 | 304 314 | 304 314 | 410 824 | 410 824 | 578 267 | 578 267 |
| République populaire démocratique de Corée | 0,0060 | 28 710 | 28 710 | 34 451 | 34 451 | 46 508 | 46 508 | 65 464 | 65 464 |
| République tchèque | 0,3110 | 1 488 030 | 1 488 030 | 1 785 690 | 1 785 690 | 2 410 681 | 2 410 681 | 3 393 228 | 3 393 228 |
| République-Unie de Tanzanie | 0,0100 | 47 845 | 47 845 | 57 418 | 57 418 | 77 514 | 77 514 | 109 107 | 109 107 |
| Roumanie | 0,1980 | 947 360 | 947 360 | 1 136 870 | 1 136 870 | 1 534 775 | 1 534 775 | 2 160 318 | 2 160 318 |

| Membres et Membres associés | Barème des contributions 2020-2021 (résolution WHA72.12) | 2022-2023 | | 2024-2025 | | 2026-2027 | | 2028-2029 | |
|---|--|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| | | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | 4,5673 | 21 851 530 | 21 851 530 | 26 222 655 | 26 222 655 | 35 400 584 | 35 400 584 | 49 829 164 | 49 829 164 |
| Rwanda | 0,0030 | 14 355 | 14 355 | 17 225 | 17 225 | 23 254 | 23 254 | 32 732 | 32 732 |
| Sainte-Lucie | 0,0010 | 4 785 | 4 785 | 5 742 | 5 742 | 7 751 | 7 751 | 10 911 | 10 911 |
| Saint-Kitts-et-Nevis | 0,0010 | 4 785 | 4 785 | 5 742 | 5 742 | 7 751 | 7 751 | 10 911 | 10 911 |
| Saint-Marin | 0,0020 | 9 570 | 9 570 | 11 484 | 11 484 | 15 503 | 15 503 | 21 821 | 21 821 |
| Saint-Vincent-et-les Grenadines | 0,0010 | 4 785 | 4 785 | 5 742 | 5 742 | 7 751 | 7 751 | 10 911 | 10 911 |
| Samoa | 0,0010 | 4 785 | 4 785 | 5 742 | 5 742 | 7 751 | 7 751 | 10 911 | 10 911 |
| Sao Tomé-et-Principe | 0,0010 | 4 785 | 4 785 | 5 742 | 5 742 | 7 751 | 7 751 | 10 911 | 10 911 |
| Sénégal | 0,0070 | 33 495 | 33 495 | 40 192 | 40 192 | 54 260 | 54 260 | 76 375 | 76 375 |
| Serbie | 0,0280 | 133 970 | 133 970 | 160 770 | 160 770 | 217 039 | 217 039 | 305 500 | 305 500 |
| Seychelles | 0,0020 | 9 570 | 9 570 | 11 484 | 11 484 | 15 503 | 15 503 | 21 821 | 21 821 |
| Sierra Leone | 0,0010 | 4 785 | 4 785 | 5 742 | 5 742 | 7 751 | 7 751 | 10 911 | 10 911 |
| Singapour | 0,4850 | 2 320 555 | 2 320 555 | 2 784 757 | 2 784 757 | 3 759 423 | 3 759 423 | 5 291 689 | 5 291 689 |
| Slovaquie | 0,1530 | 732 055 | 732 055 | 878 491 | 878 491 | 1 185 962 | 1 185 962 | 1 669 337 | 1 669 337 |
| Slovénie | 0,0760 | 363 630 | 363 630 | 436 374 | 436 374 | 589 105 | 589 105 | 829 213 | 829 213 |
| Somalie | 0,0010 | 4 785 | 4 785 | 5 742 | 5 742 | 7 751 | 7 751 | 10 911 | 10 911 |
| Soudan | 0,0100 | 47 845 | 47 845 | 57 418 | 57 418 | 77 514 | 77 514 | 109 107 | 109 107 |
| Soudan du Sud | 0,0060 | 28 710 | 28 710 | 34 451 | 34 451 | 46 508 | 46 508 | 65 464 | 65 464 |
| Sri Lanka | 0,0440 | 210 525 | 210 525 | 252 638 | 252 638 | 341 061 | 341 061 | 480 071 | 480 071 |
| Suède | 0,9061 | 4 334 900 | 4 334 900 | 5 202 042 | 5 202 042 | 7 022 756 | 7 022 756 | 9 885 094 | 9 885 094 |
| Suisse | 1,1511 | 5 507 140 | 5 507 140 | 6 608 775 | 6 608 775 | 8 921 846 | 8 921 846 | 12 558 215 | 12 558 215 |

| Membres et Membres associés | Barème des contributions 2020-2021 (résolution WHA72.12) | 2022-2023 | | 2024-2025 | | 2026-2027 | | 2028-2029 | |
|--|--|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|----------------------|----------------------|
| | | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
| | | Suriname | 0,0050 | 23 925 | 23 925 | 28 709 | 28 709 | 38 757 | 38 757 |
| Tadjikistan | 0,0040 | 19 140 | 19 140 | 22 967 | 22 967 | 31 006 | 31 006 | 43 643 | 43 643 |
| Tchad | 0,0040 | 19 140 | 19 140 | 22 967 | 22 967 | 31 006 | 31 006 | 43 643 | 43 643 |
| Thaïlande | 0,3070 | 1 468 890 | 1 468 890 | 1 762 723 | 1 762 723 | 2 379 676 | 2 379 676 | 3 349 585 | 3 349 585 |
| Timor-Leste | 0,0020 | 9 570 | 9 570 | 11 484 | 11 484 | 15 503 | 15 503 | 21 821 | 21 821 |
| Togo | 0,0020 | 9 570 | 9 570 | 11 484 | 11 484 | 15 503 | 15 503 | 21 821 | 21 821 |
| Tokélaou (non-membre de l'ONU) | 0,0010 | 4 785 | 4 785 | 5 741 | 5 741 | 7 751 | 7 751 | 10 910 | 10 910 |
| Tonga | 0,0010 | 4 785 | 4 785 | 5 742 | 5 742 | 7 751 | 7 751 | 10 911 | 10 911 |
| Trinité-et-Tobago | 0,0400 | 191 390 | 191 390 | 229 671 | 229 671 | 310 055 | 310 055 | 436 428 | 436 428 |
| Tunisie | 0,0250 | 119 615 | 119 615 | 143 544 | 143 544 | 193 785 | 193 785 | 272 767 | 272 767 |
| Turkménistan | 0,0330 | 157 895 | 157 895 | 189 478 | 189 478 | 255 796 | 255 796 | 360 053 | 360 053 |
| Turquie | 1,3711 | 6 559 760 | 6 559 760 | 7 871 964 | 7 871 964 | 10 627 151 | 10 627 151 | 14 958 569 | 14 958 569 |
| Tuvalu | 0,0010 | 4 785 | 4 785 | 5 742 | 5 742 | 7 751 | 7 751 | 10 911 | 10 911 |
| Ukraine | 0,0570 | 272 730 | 272 730 | 327 281 | 327 281 | 441 829 | 441 829 | 621 910 | 621 910 |
| Uruguay | 0,0870 | 416 265 | 416 265 | 499 534 | 499 534 | 674 371 | 674 371 | 949 231 | 949 231 |
| Vanuatu | 0,0010 | 4 785 | 4 785 | 5 742 | 5 742 | 7 751 | 7 751 | 10 911 | 10 911 |
| Venezuela (République bolivarienne du) | 0,7280 | 3 483 230 | 3 483 230 | 4 180 007 | 4 180 007 | 5 643 010 | 5 643 010 | 7 942 989 | 7 942 989 |
| Viet Nam | 0,0770 | 368 415 | 368 415 | 442 116 | 442 116 | 596 857 | 596 857 | 840 124 | 840 124 |
| Yémen | 0,0100 | 47 845 | 47 845 | 57 418 | 57 418 | 77 514 | 77 514 | 109 107 | 109 107 |
| Zambie | 0,0090 | 43 060 | 43 060 | 51 676 | 51 676 | 69 762 | 69 762 | 98 196 | 98 196 |
| Zimbabwe | 0,0050 | 23 925 | 23 925 | 28 709 | 28 709 | 38 757 | 38 757 | 54 553 | 54 553 |
| Total | 100,0000 | 488 946 292 | 488 946 292 | 574 139 997 | 574 139 997 | 775 088 996 | 775 088 996 | 1 090 999 994 | 1 090 999 994 |